

Cotte, Bruno

Candidat français à l'élection des membres de la Commission consultative pour l'examen des candidatures aux fonctions de juge de la Cour pénale internationale

Curriculum Vitae

Bruno Cotte

Né le 10 juin 1945 à (69002) Lyon. France

Marié. Trois enfants et sept petits-enfants.

Diplômes, formation

- 1966 admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature
(1967 -1969 : scolarité à l'ENM : 1 ère année : Bordeaux - 2 ème
année : Lyon - 3 ème année : Paris)
- 1968 diplôme d'études supérieures de droit privé. Université de Lyon
- 1962-1966 licence et maîtrise de droit public. Université de Lyon
- 1955-1962 études secondaires à Lyon

Institut de France

Elu le 10 décembre 2010 membre de l'Académie des sciences morales et politiques
(Section « *Droit; Législation et Jurisprudence* »).

Carrière judiciaire et expérience professionnelle

1^{er} juin 2008 - 1^{er} juin 2014

Juge à la Cour pénale internationale de La Haye (Pays-Bas). Président de la
chambre de première instance II (*affaire Le Procureur contre Germain
Katanga et Mathieu Ngudjolo*). Elu juge par l'Assemblée des Etats parties le
30 novembre 2007

Mars - Avril - Mai 2007

Premier Président par *interim* de la Cour de cassation de France

Juin 2000 - Mai 2008

Président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation de France

Octobre 1995 - Juin 2000

Avocat Général à la Cour de cassation de France. (Chambre
criminelle)

Septembre 1990 - Octobre 1995

Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris.

Mai - Septembre 1990

Procureur Général près la Cour d'Appel de Versailles

Février 1984 - Mai 1990

Directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la justice

Mai 1983 - Février 1984

Sous-Directeur de la Justice criminelle à la Direction des affaires criminelles et des grâces du Ministère de la Justice

Octobre 1981 - Mai 1983

Chargé de mission auprès du Procureur Général près la Cour d'Appel de Paris, faisant fonction de Secrétaire Général du parquet général

Octobre 1980 - Octobre 1981

Chargé de mission auprès du premier Président de la Cour de cassation

Septembre 1975 - Octobre 1980 :

Chef du Bureau de l'Action Publique (affaires économiques, financières et sociales) à la direction des affaires criminelles et des grâces

Septembre 1973 - Septembre 1975

Substitut du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lyon (section économique et financière)

Janvier 1970 - Septembre 1973

Magistrat à l'Administration centrale du Ministère de la Justice.
Chef de cabinet du Directeur des affaires criminelles et des grâces.

Distinctions

Commandeur de la Légion d'Honneur, 14 juin 2005

Commandeur de l'Ordre National du Mérite, 14 juin 2001

Membre de

La Société de droit comparé

Le Cercle des Constitutionnalistes

L'Association « Paris - Aide aux Victimes »

Ancien membre du Conseil d'administration de l'École Nationale Supérieure de Police

Commissions

Actuellement président de la Commission de refonte du droit des peines installée par Mme la Garde des Sceaux Ministre de la Justice le 31 mars 2014 (dépôt de rapport fin 2015).

Antérieurement membre de nombreuses commissions parmi lesquelles on peut citer :

La Commission de révision du Code Pénal (présidence : Robert Badinter,

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice)

La Commission de révision du code de procédure pénale (présidence : Professeur Georges Leaute)

La Commission «Justice Pénale et droits de l'Homme» (présidence : Professeur Mireille Delmas-Marty)

La Commission sur la répression des délits non intentionnels (présidence : Jean Massot, président de la Section des Finances du Conseil d'Etat)

Conférences et jurys: nombreuses conférences à l'Ecole nationale de la magistrature et dans différentes universités françaises, notamment sur la Justice pénale internationale et la Cour pénale internationale

Publications

Notamment:

- à paraître fin 2015 : « Un juge français à la Cour pénale internationale » in *Liber Amicorum* en l'honneur de Robert Badinter
- Juillet 2015 : « Etre directeur des affaires criminelles et des grâces en France lors des attentats terroristes des années 1980 ». Colloque du bicentenaire de la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère français de la justice ». Actes à paraître
- 2011 : «L'article 64 du Statut de Rome sur les fonctions et les pouvoirs de la Chambre de première instance »
En collaboration avec Marianne Saracco.
Ouvrage collectif : « Commentaire du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale » piloté par le Centre Thucydite dirigé par les Professeurs Serge Sur et Emmanuel Decaux.
- 2010 : « La manifestation de la vérité en droit pénal international»
En collaboration avec Julien Seroussi
Archives de philosophie du droit
- 2007 : « La place du droit européen dans la répression des infractions Douanières »
En collaboration avec Christophe Soulard.
Mélanges en l'honneur de Jacques Boré. « La création du droit jurisprudentiel »
- 2006 : « Ultimes et brèves réflexions sur le rôle de la Chambre criminelle de la Cour de cassation »
Ouvrage collectif «De la Justice dans l'affaire Dreyfus» Fayard 2006
- 2006 : « Les délits non intentionnels. La loi Fauchon : 5 ans après »
Communication faite au sénat le 1er mars 2006

- 2006 : « Que reste-t-il du code de procédure pénale »
Cycle de conférences « La procédure pénale en quête de cohérence »
- 2001 : « Le choix de la peine »
Ouvrage collectif « De Saleilles à aujourd'hui ». Erès, 2001.
- 2000 : « Quelques réflexions sur la dignité du Juge »
Colloque sur « La protection de la dignité et les réponses du droit ».
Université Saint Esprit de Kaslik. Liban. 14 avril 2000
- 1997: « La délinquance d'affaires »
Rencontre-Débat avec Mme le professeur Marie-Paule Lucas de Leyssac et
M Pierre Lascoumes, directeur de recherches au CNRS.

Université de Nanterre. 6 décembre 1997

- 1997 : « Le rôle de la Prokuratura dans la défense des droits des citoyens
contre les décisions illégales de l'administration»
Ouvrage collectif sur « La Prokuratura dans un Etat gouverne par la règle
de droit ». Editions du Conseil de l'Europe. Avril 1998
- 1996 : « Sanction et Thérapeutique »
Communication au XXI ème congres de l' Association française de
criminologie sur « Sante et Système pénitentiaire », Actes non publiés
- 1988 : « Sanctions pénales. Alternatives pour la peine privative de
liberté ». Ouvrage collectif : « Criminel law in action ». Kluwer Law and
taxation Publishers. Deventer/ Netherlands